

PRÉVISIONS DÉMOGRAPHIQUES ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE DANS LA VILLE ET LA PROVINCE DE KHOURIBGA

La ville de Khouribga est connue, essentiellement, par son titre de premier centre mondial pour l'extraction du phosphate. Mais elle est peut-être bien en train de battre un autre record : celui d'avoir, dans l'histoire des sciences sociales au Maroc, suscité de la façon la plus continue la curiosité des économistes, sociologues, géographes, démographes, attentifs aux problèmes de croissance et aux mutations liées à l'urbanisation. De Robert Montagne à G. Lazarev et P. Pascon, en passant par J.P. Trystram et C. Jest, chacune des étapes du développement de la ville du phosphate a été marquée par une étude importante (1). Et, à vrai dire, pouvait-on rêver d'un terrain d'enquête plus riche en interrogations et en hypothèses ? Une « ville nouvelle », anticipant à cet égard de plus d'une génération sur les expériences issues, en Europe, de la Seconde Guerre Mondiale. La possibilité d'étudier simultanément les processus de formation de la population, d'urbanisation de l'espace et de développement industriel, tout cela à partir du point zéro. La sédentarisation, en quelques décennies, de groupes tribaux vivant d'économie pastorale. La constitution d'une vie collective morphologiquement hétérogène à tout ce qui existait auparavant dans la région, et le surgissement corrélatif d'une conscience citadine et d'une conscience de classe. La rééquilibration des circuits économiques, à l'intérieur de la région comme dans ses échanges interrégionaux. La modification, positive ou négative, de l'attraction des pôles urbains voisins, en particulier Casablanca et Rabat. Ajoutons que l'incitation à la recherche était renforcée par le fait que l'échelle de grandeur de Khouribga et de sa région en rendait la saisie possible avec des moyens relativement réduits (2). Enfin — cela n'est pas négligeable — de multiples formes d'aide, y compris financière, avaient été la plupart du temps apportées aux chercheurs par l'Office Chérifien des Phosphates, lui-même promoteur de certaines enquêtes.

(1) Pour une bibliographie des études khouribganaises, voir : A. KHATIBI, *Bilan de la Sociologie au Maroc* (Publication de l'Association pour la Recherche en Sciences Humaines, Rabat 1967); J.F. CLÉMENT, « Sociologie industrielle au Maroc (*Annales Marocaines de Sociologie*, Institut de Sociologie, Rabat 1968); R. DUCHAC, « Propositions pour une recherche sur le développement de Khouribga » (*Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée* (7), Aix-en-Provence, 1970).

(2) Hervé BLEUCHOT en a fait la démonstration dans son excellente monographie géographique et économique : « Une ville minière marocaine : Khouribga » (*Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée* (6), Aix-en-Provence, 1969).

Depuis quelques années, divers éléments modificateurs du développement de Khouribga ont contribué à renouveler la formulation des problèmes, suscitant du même coup le besoin de nouvelles enquêtes, plus prévisionnelles dans leurs objectifs, plus globales dans les données qu'elles doivent rassembler.

L'un de ces éléments est l'évolution de l'activité minière. Sous l'effet conjugué de l'éloignement progressif des gisements et de la mécanisation du travail d'extraction, le nombre des emplois offerts par l'O.C.P. diminue depuis une dizaine d'années, et continuera à diminuer. Mais la population de Khouribga continue de croître, et à un rythme supérieur à la moyenne nationale. D'où un déséquilibre de la situation de l'emploi, qui ne peut que s'accroître tant que d'autres activités industrielles ne viendront pas se greffer sur celle de l'O.C.P., ou s'installer en dehors de lui.

L'autre élément est la constitution, par un dahir royal de 1967, de la région de Khouribga en province administrativement autonome. Ce qui revient, en théorie, à transférer au gouvernorat de Khouribga des organismes de décision qui dépendaient jusqu'ici de Casablanca. Ce qui revient aussi à remettre entre les mains des pouvoirs publics la gestion d'un certain nombre d'équipements collectifs urbains, dont le financement et l'entretien incombait souvent à l'O.C.P., qui en avait été le créateur.

Nous avons signalé, voici deux ans (3), quelles perspectives de recherches ces éléments nouveaux devaient ouvrir aux études khouribganaïses. De fait, le caractère original des problèmes de la province, ses aspects préoccupants aussi, ont paru, à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (4), être des motifs suffisants au choix de la province de Khouribga comme région-pilote pour des études préliminaires à l'établissement d'un « schéma de structure et d'orientation » en vue d'une politique de développement. L'une de ces études a été confiée à la SCET-International. L'autre est le fruit d'une collaboration entre le Centre de Recherche et de formation (C.E.R.F. : organisme dépendant de la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat à Rabat) et le C.N.R.S., en l'occurrence le Centre de Recherches et d'Etudes sur les Sociétés Méditerranéennes. Ces deux études, entreprises et poursuivies séparément, mais dans une situation de connaissance réciproque et d'échange d'informations, viennent d'aboutir, à peu près simultanément, à deux rapports qui, bien que n'ayant qu'un caractère de « pré-diagnostic », permettent de faire le point de la situation démographique, économique et sociale de la province, et de formuler des hypothèses prévisionnelles, entre lesquelles le planificateur aura tâche de choisir.

Le rapport de la SCET-International (5) vise essentiellement, en rassemblant le maximum de données accessibles, à dessiner la « physionomie de la province », à travers les divers aspects de son activité économique et de son

(3) « Propositions pour une recherche sur le développement de Khouribga » *op. cit.*

(4) Précédemment rattachée au Ministère de l'Intérieur; depuis peu, transformée en Ministère autonome.

(5) MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. *Etude d'aménagement de la région de Khouribga : prédiagnostic*; multigraphié, 36 p. + un vol. d'annexes; réalisé par la S.C.E.T.-International, Rabat, 1971.

organisation urbaine. Puis, en analysant les projections démographiques et économiques vraisemblables jusqu'en 1985, à proposer plusieurs « stratégies » correspondant à des choix politiques différents.

Le diagnostic établi à partir des données actuelles souligne, entre autres éléments, la forte densité démographique de la province (61 hab. au km², contre 28 pour l'ensemble du Maroc). La pauvreté et la précarité de rendements d'une agriculture surtout céréalière, et d'un élevage de parcours, ne disposant souvent que de zones herbacées dégradées. La très faible diversification du secteur industriel, où près de 60 % des emplois continuent d'être offerts par l'O.C.P., dont les profits, essentiellement liés à l'exportation, reviennent beaucoup plus à l'économie du Maroc dans son ensemble qu'au développement de la province. L'absence d'activités industrielles nouvelles. La médiocrité du secteur tertiaire, pratiquement réduit à l'administration publique et au minimum de commerces et de services indispensables à la vie locale. L'accroissement rapide de la population urbaine, à Khouribga comme à Oued Zem, et l'incapacité du marché de l'emploi à répondre à cet accroissement de population. L'existence d'un fort courant d'émigration (plus de 4 000 individus par an), entraînant vers les provinces voisines, et en particulier vers Casablanca, des éléments jeunes et dynamiques.

Les potentialités économiques de la région ne sont pourtant pas inexistantes. Elles résultent de la situation géographique de la province, à moins de 200 km de la plupart des grandes villes du pays. De l'importance des équipements collectifs de tous ordres dont la présence de l'O.C.P. a doté Khouribga. D'une infrastructure routière et ferroviaire importante. De la fonction de carrefour que pourrait assumer Khouribga — lieu géométrique de régions riches périphériques — comme centre collecteur et distributeur de biens et de services. La faiblesse fondamentale de la province, aujourd'hui, tient donc à la disparité entre l'expansion démographique et l'engourdissement du développement économique, longtemps voilé par le monopole quasi exclusif de l'O.C.P., mais dont l'absence de diversification montre désormais la fragilité et le retard.

Trois stratégies sont proposées : 1) la « satellisation avouée à Casablanca » — ce qui revient à entériner la situation de fait actuelle; 2) la « décentralisation volontaire au profit de la province de Khouribga » : politique d'investissements planifiés visant à fixer la population dans la province, en créant des emplois secondaires et tertiaires diversifiés; enfin 3) la création d'une nouvelle « région économique : Khouribga-Tadla » : solution qui consisterait à tirer parti de complémentarités constatées entre la province de Khouribga et celle de Béni-Mellal pour faire, avec l'une et l'autre, une grande région économiquement équilibrée, à l'intérieur de laquelle la circulation des personnes leur assurerait les meilleures chances d'emploi.

Entre ces différentes stratégies, le rapport de la SCET-International ne choisit pas : ce n'est pas sa fonction, mais celle du planificateur.

Le rapport C.E.R.F.-C.R.E.S.M. rend compte d'une enquête effectuée sur un problème apparemment plus limité : celui des intentions migratoires

des populations de la province (6). Limitation apparente, car l'expérience des recherches sur les migrations montre qu'il n'est guère possible d'analyser des mouvements de population, dans leurs motivations et leur processus, sans faire appel au bilan économique et social complet des territoires concernés. On retrouve donc, comme dans l'étude précédente, un diagnostic sur l'état de la province. Les données de base étant sensiblement les mêmes, leur interprétation diffère sur certains points. Ainsi, sur les revenus ruraux réels, qui seraient inférieurs à ce que l'on pourrait induire des chiffres globaux de la production agricole : il semble bien qu'une part non négligeable des profits aboutisse à Casablanca, où résident de nombreux propriétaires fonciers. D'une manière générale, le tableau économique et social du rapport C.E.R.F.-C.R.E.S.M. apparaît plus sombre que le précédent.

Mais l'originalité de ce rapport vient surtout de l'examen qui y est fait de mécanismes jusqu'ici peu étudiés — et pas seulement au Maroc — des mouvements migratoires. L'enquête effectuée auprès de plus de 1 500 foyers, urbains et ruraux, a permis, tout d'abord, de dresser la carte des flux migratoires ayant constitué la population de Khouribga et de sa région (on apprend qu'en dehors de la province voisine de Béni-Mellal les régions d'agriculture riche n'ont guère fourni de migrants à Khouribga), mais aussi de reconstituer les étapes successives des itinéraires de la migration. On découvre que, si 42 % des migrants sont venus directement de leur lieu d'origine à Khouribga (la plupart de ces « sans étape » étant nés dans la province), le nombre d'étapes jalonnant l'itinéraire des autres est assez élevé : quatre en moyenne pour les ouvriers de l'O.C.P., cinq pour les commerçants... et les chômeurs, sept pour les fonctionnaires. On apprend aussi qu'à chaque étape correspond, en général, un changement de situation professionnelle, à tel point que l'on peut dire, sauf peut-être à propos des fonctionnaires, « qu'aucune profession n'est définitive ».

L'enquête aborde aussi les problèmes de la formation de la cellule familiale : 44 % des migrants sont célibataires lors de leur arrivée à Khouribga ; mais c'est, la plupart du temps, dans leur province d'origine qu'ils retournent prendre femme. Du type d'habitat et du mode d'accession à la propriété de l'habitat en fonction de la stratification sociale. Enfin, celui de la relation entre la sécurité professionnelle et la stabilité résidentielle. Concernant ce dernier point, l'étude des « intentions migratoires » des Khouribganais montre que le désir d'émigration (mesuré par la date énoncée pour le projet de départ) est, très exactement, inversement proportionnelle à la stabilité professionnelle (mesurée par le nombre d'années passées dans l'emploi l'actuel). A lui seul ce résultat, inattendu mais statistiquement vérifié, mériterait une analyse approfondie.

L'étude, abordée dans la dernière partie du rapport, des motivations de l'intention de départ, et des destinations envisagées, montre la force attrac-

(6) MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DIRECTION DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT. *Les intentions migratoires des populations de Khouribga*; multigraphié, 71 p.; réalisé par le C.E.R.F. avec la collaboration du C.R.E.S.M. et l'aide du centre de calcul et d'informatique de la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence, Rabat, 1971.

tive qu'exercent, sur les habitants de Khouribga, les grandes villes du Maroc (Casablanca, Rabat et la zone côtière intermédiaire sont le rêve de 30 % des migrants potentiels) et les pays étrangers (33,33 % !). En revanche, la province de Béni-Mellal — dont la réunion à celle de Khouribga est, nous l'avons vu, une des stratégies envisagées par la SCET — et celle de Marrakech ne totalisent, à elles deux, que 10 % des choix. Ces chiffres sont lourds de signification, en ce qu'ils montrent à quel point Khouribga, dans l'état actuel de son développement économique et social, est encore loin de représenter un pôle de fixation définitif des populations. Ville satellite par sa dépendance industrielle, commerciale et administrative, elle continue d'être perçue comme un relais, une étape, et non pas comme un havre. D'autre part, les motivations des migrations font ressurgir le problème du chômage, qui n'est pas moins aigu que dans le reste du pays. Alors que, dans les nations économiquement avancées, les migrations ont pour origine l'ambition d'une promotion professionnelle, le désir d'un meilleur confort résidentiel ou d'un agrément climatique (elles sont ainsi un indicateur du développement), à Khouribga, en revanche, la motivation la plus massivement invoquée (43,84 %) est la recherche d'un travail. Migrations de la misère, donc, et qui témoignent de l'impasse économique actuelle, tant que ne sera pas définie, pour la ville et la région, une politique à long terme de relance et de diversification de ses activités.

Tel est aujourd'hui le point des études sur Khouribga. Compte tenu de l'importance des problèmes ouverts, et non encore résolus, il serait étonnant que ces études marquent un point final.

René DUCHAC.